

Travailleur.es de l'industrie textile (Bangladesh) : 11 000 personnes poursuivies en justice à Gazipur

dimanche 12 novembre 2023, par [The Daily Star](#) (Date de rédaction antérieure : 11 novembre 2023).

La police a engagé des poursuites à l'encontre de 11 000 travailleurs de la confection, sans donner de noms, à la suite d'actes de vandalisme et d'affrontements avec les forces de l'ordre dans le quartier Konabari à Gazipur, lors d'un mouvement pour exiger la justice pour les personnes qui ont été tuées lors d'un rassemblement revendiquant la revalorisation des salaires.

Les forces de l'ordre, à bord de véhicules anti-émeute et à pied, ont fait usage d'armes à feu pour disperser les travailleurs qui se mobilisent depuis dix jours pour réclamer de meilleurs salaires.

Un tribunal de Gazipur a ordonné hier l'incarcération de 11 personnes qui avaient été arrêtées jeudi.

C'est Abu Sayed, inspecteur adjoint au poste de police de Konabari, qui, dans la nuit de jeudi à vendredi, a engagé les poursuites contre 12 travailleurs, dont les personnes arrêtées, et 3 000 à 4 000 autres personnes non nommées.

Dans un entretien accordé au Daily Star, Sayed a déclaré que les travailleurs avaient saccagé l'usine Tusuka à Konabari pour obtenir une augmentation de salaire. La voiture d'un commissaire adjoint de la police métropolitaine de Gazipur a également été dégradée devant l'usine.

Les personnes arrêtées sont des travailleurs de différentes usines. Des opérations sont en cours pour arrêter les autres, a-t-il ajouté.

Mercredi, l'inspecteur Sanir Hasan Khan du poste de police de Konabari a déposé un autre dossier accusant 6 000 à 7 000 personnes anonymes.

Les travailleurs ont déclaré avoir commencé à manifester dans les locaux de Tusuka Garments vers 15h00 jeudi, ajoutant que la direction avait alors fait appel à la police qui avait tabassé plusieurs travailleurs.

Selon des témoins, les manifestants ont lancé des briques sur la police et l'usine.

La police a fait usage de gaz lacrymogènes, de grenades assourdissantes et d'armes à feu pour disperser les travailleurs.

Un dirigeant syndical de la zone de Konabari, qui a requis l'anonymat, a déclaré hier à ce journal qu'ils craignaient d'être arrêtés.

« Nous avons manifesté pour réclamer une augmentation de salaire, mais nous n'avons pas commis d'actes de vandalisme. Une procédure montée de toutes pièces a été engagée contre moi. J'ai quitté

la zone de Konabari et je me suis installé ailleurs pour éviter d'être arrêté », a-t-il déclaré.

Un autre dirigeant syndical de la région de Kashimpur a déclaré qu'il n'y avait aucune poursuite à son encontre. Pourtant, il craint que la police ne les mette en prison si elle le décide.

Les travailleurs qui ont participé à la mobilisation partent maintenant et ne restent pas chez eux, a-t-il ajouté.

jeudi, à la suite des affrontements, plus de 160 usines ont été fermées à Ashulia et à Gazipur jeudi.

Sarwar Hossain, secrétaire général de la Garment Sramik Oikya League, a déclaré avoir trouvé hier des avis de fermeture affichés devant de nombreuses usines à Ashulia. Les avis indiquent que les usines ont été fermées en vertu de l'article 13(1) du droit du travail, qui stipule que « sans travail, il n'y a pas de salaire ».

Au cours des deux dernières semaines, les travailleurs qui manifestaient pour réclamer un salaire minimum de 23 000 Taka (195€) se sont heurtés aux forces de l'ordre à Gazipur, Savar et Mirpur, dans la capitale.

Le 30 octobre, Rasel Howlader, 26 ans, ouvrier de la confection, est mort après que des membres de la police industrielle de Gazipur lui ont tiré dessus à bout portant. Le 8 novembre, Anjuara Khatun, 28 ans, opératrice sur machine à coudre chez Islam Garments à Gazipur, est morte des suites de ses blessures par balle après que la police a ouvert le feu sur les manifestants.

Rejetant le nouveau salaire minimum de 12 500 Taka (106€) établi par un comité salarial du secteur de la confection, le Mojuri Briddhite Garment Sramik Andolan, une alliance de 11 organisations syndicales, a exigé hier un minimum de 25 000 Taka par mois (212,25€).

Lors d'un rassemblement devant le Jatiya Press Club, ils ont également demandé justice pour trois travailleurs décédés, dont l'un a été retrouvé mort après l'incendie d'une usine.

Ils ont déclaré que, au moment où les travailleurs de l'habillement engageaient une mobilisation pour obtenir de meilleurs salaires, il était véritablement honteux de leur répondre par les actes de violence dont ils ont été victimes à Gazipur et à Ashulia

Taslina Akhtar, coordinatrice de l'alliance, a déclaré que les travailleurs étaient sous la menace de fermetures d'usines, de licenciements et d'arrêts de recrutement.

Les travailleurs doivent recevoir des salaires leur permettant de subsister. Il n'est pas possible d'ignorer cette revendication justifiée, a-t-elle ajouté.

« Le conseil des salaires affirme que 56 % des salaires ont été augmentés. Mais si nous regardons l'augmentation annuelle, elle n'est que de 39 %. Si nous observons l'inflation, les prix des produits de base, il n'est pas possible pour les travailleurs de subsister avec 12 500 Taka. »

Lors d'un autre rassemblement devant le Musée national de la capitale hier, Karmojibi Nari, une organisation non gouvernementale, a déclaré qu'elle ne reconnaissait pas un conseil salarial qui ne travaille pas pour les travailleurs.

The Daily Star

P.-S.

- The Daily Star, samedi 11 novembre 2023 :
<https://www.thedailystar.net/news/bangladesh/crime-justice/news/11000-sued-over-rmg-workers-unrest-gazipur-3466616>
- Article traduit pour ESSF de The Daily Star par Pierre Vandevoorde avec l'aide de DeepL, logiciel en libre accès.